

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils

1080 Chemin des Cartes
38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU

Références : 2022.OM
Code AIOT : 0006600651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils implanté aux lieux-dits "Le Devois Long" et "Les Cabasses" sur la commune de POMPIGNAN. L'inspection a été annoncée le 06/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils
- Lieu-dit "Le Devois Long" et "Les Cabasses" sur la commune de POMPIGNAN
- Code AIOT : 0006600651
- Régime : Autorisation

Il s'agit d'une carrière géographiquement séparée en deux parties, la première est située au-lieu dit "Les Cabasses" et n'est pas encore exploitée, elle est distante d'environ 300 m de la seconde qui est en cours d'exploitation et située au lieu-dit "Le Devois Long". Il s'agit d'une carrière de pierre de taille de calcaire. L'inspection a porté sur la partie de la carrière située au lieu-dit "Le Devois Long".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- éloignement du voisinage (article 1.9.1.1 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005)
- repère de nivellement et de bornage (article 1.9.1.3 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18

- avril 2005)
- contenu minimal de la documentation (article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005)
- fuite accidentelle de liquides sur engin (article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005)
- interdiction des feux (article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005)
- affichage et communication des conditions d'autorisation (article 4 section 1 chapitre II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif exploitations de carrières)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la sous-Préfète du VIGAN ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la sous-Préfète du VIGAN, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la sous-Préfète du VIGAN , conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 10.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 10.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	INFORMATION PUBLIC	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II / Section 1 / article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 11.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	SIGNALISATION, ACCÈS, ZONES DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site, bien qu'isolé des principales voies d'accès de la commune, présente des écarts pouvant faire l'objet d'une régularisation sous un court délai. Ces écarts concernent la sécurisation d'accès, la définition de la procédure en cas de pollution, la signalisation d'interdiction de feu et la mise à jour du plan d'exploitation. Pour cela, une lettre de suite préfectorale est proposée à l'issue de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.1
Thème(s) : Eloignement du voisinage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Il est constaté le respect de l'éloignement de 10m sur tous les fronts existants de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.2
Thème(s) : Signalisation, accès, zone dangereuse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) En dehors des heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès à la carrière est contrôlé. (...)
Constats : Il est constaté la mise ne place d'une chaîne sur la voie qui permet d'accéder à l'entrée de la carrière (hors limite ICPE). Il n'est pas constaté de dispositif permettant la fermeture à l'entrée de la carrière ce qui laisse un accès libre à cette dernière. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1.9.1.2 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005.
Décision : L'exploitant installe un dispositif en remplacement ou en complément de la chaîne interdisant l'accès au public à l'entrée de la carrière située sur la limite ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.3
Thème(s) : Repère de nivellement et de bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité.
Constats : L'exploitant indique que ce point a été vérifié lors de la précédente inspection. Il n'a pas été vérifié lors de l'inspection la présence de ces bornes. Cependant, cette thématique n'est pas mentionnée dans le rapport d'inspection précédent du 11 juin 2021, il a été uniquement vérifié la mise en place des merlons en périphérie.
Décision : L'exploitant transmet une photographie des bornes démontrant leur présence et reporte ces dernières sur le plan d'exploitation demandé au constat suivant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 2.2.2
Thème(s) : Contenu minimal de la documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La documentation comprend au minimum : (...) les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés : *les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; *les bords de la fouille ; *les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; *les zones remises en état ; *la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Il n'est pas constaté la mise à jour du plan d'exploitation de moins d'un an. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005.
Décision : L'exploitant transmet un plan d'exploitation à jours au plus tard le 15 janvier 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 10.2.3
Thème(s) : Fuite accidentelle de liquides sur engin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin (avec utilisation de produits absorbants).
Constats : Il est indiqué la présence dans la base de vie de kit-antipollution. Constats : Il n'est pas constaté la mise en place d'une procédure écrite. Ce constat est non conforme à l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005. Décision : l'exploitant met en place une procédure écrite et en transmet copie à l'inspection. Note : il est proposé par bonne pratique de faire viser la procédure écrite par les agents présents sur site . Note : il est proposé à l'exploitant par bonne pratique d'afficher sur les lieux de vie cette procédure .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 10.3.2
Thème(s) : Interdiction des feux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.
Constats : Il n'est pas constaté l'affichage dans l'atelier de panneau d'interdiction de feu. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 10.3.2 de l'arrêté préfectoral n°0504024 du 18 avril 2005. Décision : L'exploitant affiche à l'intérieur et à l'extérieur du conteneur/Atelier des panneaux d'interdiction de feux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : INFORMATION PUBLIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Chapitre II / Section 1 / article 4
Thème(s) : Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Il est constaté une erreur de date sur l'affichage. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4 de la section 1 du chapitre II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Décision : L'exploitant actualise le panneau d'information à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 11.3
Thème(s) : Information entreprise / Changement de gérant.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation. En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable à la sous-préfecture du Vigan comportant notamment tous justificatifs relatifs aux capacités techniques et financières du nouvel exploitant.
Constats : L'exploitant indique avoir procédé à la cession de son entreprise « Robert CRES et Fils ». Le nouvel exploitant a repris l'activité : - sans changement dénomination, - sans changement de numéro de siret, - avec changement de gérant, - avec modification de l'adresse du siège social Il est ainsi constaté qu'il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant ni de dénomination. Néanmoins l'administration n'ayant pas été informée au préalable en application des dispositions de l'article 11.3 de l'AP, il est demandé à l'exploitant de fournir une actualisation par le nouveau gérant de toutes les informations relatives au changement de gérance et de siège social de l'entreprise. L'exploitant transmet toutes ces informations , notamment le Kbis à jour de l'entreprise, à l'attention de la sous-préfète du Vigan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : SIGNALISATION, ACCÈS, ZONES DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 1.9.1.2
Thème(s) : Signalisation, accès, zone dangereuse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
Constats : Il est constaté un dispositif constitué d'un merlon pour assurer l'interdiction d'accès suivant le périmètre de la carrière. Constat : Le merlon en place nécessite d'être rehaussé en deux-points situés au NORD. Constat : Le merlon en place laisse une ouverture au SUD/EST en partie basse pour permettre l'écoulement des eaux de pluie, ce dernier ne peut être obstrué, des blocs de roches ont été déposés pour sécuriser cette ouverture sans retenir les écoulements. Constat : Il est nécessaire d'augmenter la hauteur des roches par l'ajout d'autres roches afin d'avoir une hauteur non franchissable par une personne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois